

Association Romande Contre la Drogue

Lausanne, 12 juin 2017

C
O
M
M
U
N
I
Q
U
E
D
E
P
R
E
S
S
E

Local d'injection à Lausanne : il n'y aura pas de référendum

L'Association Romande Contre la Drogue (ARCD) ne lancera pas de référendum contre l'ouverture d'un local d'injection à Lausanne. Une décision prise en deux temps par le Comité de l'association. D'abord, il y avait l'espoir que, comme en 2007, le Conseil communal soumettrait spontanément cette question très controversée à une décision de ses électeurs après qu'un vrai débat ouvert ait pu avoir eu lieu. Tel n'a pas été le cas, Lausanne échaudée, imposait ainsi un tour de force à ses concitoyennes et concitoyens.

Ensuite le ralliement de la majorité du PLR lausannois à ce projet, pourtant de sensibilité clairement de gauche, privait le Comité de forces nécessaires à la récolte de près de 9000 signatures dans les 30 jours. Le fait que les vacances d'été commencent en pleine récolte, comme par hasard, rendait l'exercice encore plus aléatoire.

C'est donc à contrecœur que l'ARCD renonce à organiser ce référendum. Son comité ne veut pas prendre le risque de dilapider ses réserves avec des chances trop minces de pouvoir faire aboutir le référendum. D'autres combats se profilent en effet l'horizon, telle notamment la question de la libéralisation du cannabis contre laquelle l'ARCD poursuivra ses actions. Elle restera en outre attentive à l'évolution de la situation lausannoise

L'ARCD rappelle les principaux motifs de son refus des locaux d'injection qui n'ont eu nulle part les résultats promis et attendus. La déception des habitants de cette ville sera d'autant plus grande qu'ils en feront les frais, dans tous les sens du terme :

- Non seulement **le deal de rues ne se réduira pas** mais la tolérance annoncée par la Commune au deal libre dans le quartier sera un puissant aimant. Cette zone de non-droit attirera dealers et consommateurs venus d'autres villes, d'autres cantons.
- **Les injections dans les WC publics, les caves, etc. d'immeubles ne cesseront pas.** Le préavis communal indique que 500 à 600 toxicomanes sont concernés, dont certains s'administrent plus de 10 injections quotidiennes. Toujours selon le préavis, le local d'injection prévu pourra n'accompagner qu'une cinquantaine d'injection chaque jour. Où se feront les autres ? Sans compter ceux qui viendront d'ailleurs, comme indiqué ci-dessus.
- **Le message aux enfants est dramatique.** Les parents, les enseignants, les maîtres d'apprentissage, tous ceux qui exercent une autorité sur les plus jeunes, leur répètent à journée faite que la consommation de stupéfiants est mauvaise, dégradante et dangereuse pour la santé, voire mortelle. Qu'elle entraîne dans la spirale vicieuse de la délinquance.

L'ouverture d'un local d'injection indiquera que les autorités publiques, non seulement en acceptent le commerce et la consommation mais désormais facilitent l'un et l'autre. D'une certaine manière la consommation de drogue à Lausanne est désormais autorisée et assistée. Quelle autorité politique peut-elle donner pareil message à notre jeunesse ? A leurs parents, à leurs familles ?

Ce nouveau pas dans la banalisation de la drogue est un très mauvais service rendu au Pays. Il manque à Lausanne la volonté politique d'agir réellement sur les trois piliers majeurs de la lutte contre les stupéfiants que sont la prévention, la répression et la thérapie. La Municipalité concentre en effet l'essentiel de ses forces sur le quatrième pilier, celui de l'aide à la survie, qui devrait pourtant n'être que complémentaire aux trois premiers, selon la législation fédérale.

Contacts :

- › Maximilien Bernhard, président, 079 600 99 68
- › Françoise Longchamp, trésorière, 079 210 61 58

Site web de l'association : www.arcd.ch

Sur Facebook : <https://www.facebook.com/combattredroque/>